



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'ESSONNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau des enquêtes publiques et des activités foncières et industrielles
Section des procédures ICPE et loi sur l'eau

BOULEVARD DE FRANCE
91010 EVRY CEDEX

ARRÊTÉ

N° 2012.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 037 du 12 mars 2012

portant imposition de prescriptions complémentaires concernant l'augmentation de la capacité de stockage de radionucléides et l'intégration du radionucléide C14 dans l'établissement exploité par la société SANOFI AVENTIS à CHILLY-MAZARIN.

**LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 515-8, R. 512-9, R 512-28 et R.512-31,

VU le code de la santé publique,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011 PREF/MC/006 du 10 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement Chef-Lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007.PREF.DCI3/BE 0088 du 25 avril 2007 portant autorisation d'exploitation d'installations classées à la société SANOFI AVENTIS RECHERCHE et DEVELOPPEMENT sur la commune de LONGJUMEAU,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008/PREF.DCI3/BE 0014 du 19 février 2008 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SANOFI AVENTIS située 1, avenue Pierre Brossolette à CHILLY-MAZARIN pour ses activités implantées sur la commune de LONGJUMEAU,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 29 décembre 2011,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 19 janvier 2012 notifié au pétitionnaire le 27 janvier 2012,

VU les observations présentées par l'exploitant par courriel en date du 13 janvier 2012 dans le cadre de la procédure contradictoire,

CONSIDERANT que la modification sollicitée par l'exploitant ne constitue pas une modification notable au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que l'autorité de sûreté nucléaire a autorisé en date du 18 juin 2010 le Docteur Luc Riveron, pour le compte de la société SANOFI AVENTIS RECHERCHE et DEVELOPPEMENT à exercer une activité nucléaire à des fins non médicales,

CONSIDERANT qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la société SANOFI AVENTIS des prescriptions techniques complémentaires,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1: L'article 2 du titre 1 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF.DCI3/BE 0088 du 25 avril 2007 est modifié comme suit :

Liste des installations classées de l'établissement

Désignation des activités	Eléments caractéristiques	N° de Rubrique	Régime AS/A/D	TGAP
Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources scellées ou non scellées, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n°2001-592 du 5 juillet 2001	Valeur Q= 20814 selon règles de classement définie à la rubrique 1700	1715 1°	A	1
Installations de combustion.	<ul style="list-style-type: none"> - Chaufferie située en B6 : 4 chaudières fonctionnant au gaz naturel, représentant une puissance thermique de 18,10 MW, - Chaufferie située en B8 : 4 chaudières, fonctionnant au gaz naturel, représentant une puissance de 2,82 MW, - Chaufferie située dans le bâtiment utilité B14 : 5 chaudières fonctionnant au gaz naturel, représentant une puissance thermique de 16,20 MW, - Groupes électrogènes de secours fonctionnant au fioul domestique représentant une puissance de 23,10 MW. <p>La puissance thermique maximale est de 60,22 MW.</p>	2910-A-1	A	
Chiens (établissements d'élevage, vente, transit, garde, fourrières, etc... de)	Nombre d'animaux inférieur à 50 chiens	2120	D	
Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations)	La quantité totale de : - solide très toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 200 kg - liquide très toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 50 kg - gaz très toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 10 kg	1111	NC	

Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations)	La quantité totale de: - solide toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 5 tonnes - liquide toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 1 tonne - gaz toxique susceptible d'être stockée sur le site est inférieure à 200 kg	1131	NC	
Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés	6 cuves de fioul domestique enterrées double enveloppe: - 2 de 20 m ³ (bâtiment B6 et B9) - 2 de 80 m ³ , (près du bâtiment B0) - 1 de 20 m ³ (près du bâtiment B14), - 1 cuve de 1 m ³ dans le local sprinkler, Quantité totale équivalente de liquides inflammables = 9,1 m ³	1432-2-b	NC	

ARTICLE 2 : Le titre 4 de l'arrêté préfectoral n°2007-PREF.DCI3/BE 0088 du 25 avril 2007 est modifié comme suit:

TITRE 4

DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES **APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

CHAPITRE I - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

1°) Comportement au feu des bâtiments

Les éléments de construction du local abritant les appareils de combustion doivent présenter les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

- murs et planchers en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins.

2°) ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

3°) Installation électrique

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériels électriques doivent être conformes aux dispositions de l'article 4.4

4°) Issues

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

5) Alimentation en combustible

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques⁽¹⁾ redondantes placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz ⁽²⁾ et un pressostat ⁽³⁾. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

⁽¹⁾ Vanne automatique : cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

⁽²⁾ Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

⁽³⁾ Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

6) Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

7°) Aménagement particulier

La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera soit par un sas fermé par deux portes pare-flamme 1/2 heure. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles.

8) Détection de gaz / détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie.

Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 5°) ci-dessus. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 3°) ci-dessus.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

9°) Equipement des chaufferies

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

10°) Livret de chaufferie

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

CHAPITRE II - UTILISATION ET STOCKAGE DE SUBSTANCES RADIOACTIVES

1 - Prescriptions générales

1.1 - Installations autorisées

Le présent arrêté vaut autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour les activités nucléaires mentionnées conformément aux tableaux ci-dessous (l'activité maximale détenue inclut les activités des déchets et effluents contaminés par les radionucléides et entreposés dans l'établissement) :

Sources non scellées :

<i>Radionucléide</i>	<i>Seuil d'exemption</i>	<i>Activité maximale autorisée (détention) (MBq)</i>	<i>Activité maximale autorisée (utilisation) (MBq)</i>	<i>Lieu d'utilisation et / ou de stockage</i>
¹²⁵ I – Iode	1	60	3	Bâtiment AZUR Biochimie <u>Pièces :</u> 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056, 9B055, 9B057A, 9B057, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A, 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie <u>Pièces :</u> 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051, 9P051A, couloir 9P009 Bâtiment 7 Bât. 7 : CF001 Bâtiment SV Pièce : SV01 et SV06
¹⁴ C – Carbone	10	108 885,45	11 473,7	Bâtiment AZUR Biochimie <u>Pièces :</u> 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056, 9B055, 9B057A, 9B057, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A, 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie <u>Pièces :</u> 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051,

				9P051A, couloir 9P009 Bâtiment SV Pièce : SV01, SV06 Bât. 7: 7210, 7213, 7285, 7286, 7400, 7401, 7402, 7403, 7404, 7405, 7670, 7700, 7705, 7711, 7712, 7715, 7745, 7750, 7755, CF001
³² P – Phosphore	0,1	166,5	18,5	Bâtiment AZUR Biochimie Pièces : 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056 9B055, 9B057, 9B057A, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A , 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie Pièces : 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051, 9P051A, couloir 9P009 Bâtiment SV Pièce : SV01 et SV06 Bâtiment 7 : Pièce : CF001
³³ P – Phosphore	100	166,5	60	Bâtiment AZUR Biochimie Pièces : 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056 9B055, 9B057, 9B057, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A , 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie Pièces : 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051, 9P051A, couloir 9P009 Bâtiment SV Pièce : SV01 et SV06 Bâtiment 7 : Pièce : CF001
³ H – Tritium	1000	6254,9	412,55	Bâtiment AZUR Biochimie Pièces : 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056 9B055, 9B057, 9B057A, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A , 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie Pièces : 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051, 9P051A, couloir 9P009 Bâtiment SV Pièce : SV01 et SV06 Bâtiment 7 Pièces : 7210, 7213, 7285, 7286, 7400, 7401, 7402, 7403, 7404, 7405, 7715, 7755, CF001
³⁵ S – Soufre	100	1689,1	486,55	Bâtiment AZUR Biochimie Pièces : 9B048, 9B048A, 9B048B, 9B052, 9B054, 9B056 9B055, 9B057A, 9B057, 9B058, 9B058A, 9B060, 9B062, 9B064A , 9B064B, 9B064, 9B064C, 9B065, 9B150A, 9B151A, 9B151, 9B152, 9B150, 9B150B, 9B153, 9B154, 9B155, 9B257, 9B258, 9B258A, 9B260, 9B262A, 9B262, 9B263, couloir 9B006, couloir 9B007, couloir 9B008, couloir 9B105, 9BS21 Bâtiment AZUR Pharmacologie Pièces : 9P029B, 9P029A, 9P029, 9P031, 9P032, 9P033, 9P034, 9P035, 9P036, 9P046, 9P048, 9P048A, 9P050, 9P051, 9P051A, couloir 9P009

				Bâtiment SV <u>Pièce</u> : SV01 et SV06 Bâtiment 7 <u>Pièces</u> : 7210, 7213, 7285, 7286, 7400, 7401, 7402, 7403, 7404, 7405, 7670, 7700, 7705, 7711, 7712, 7745, 7750, 7755, CF001
--	--	--	--	---

Les radionucléides détenues sous forme de sources non scellées ne peuvent être utilisées qu'aux fins suivantes :

- Etudes de métabolisme sur des animaux ;
- Dosages enzymatiques ;
- Etude de liaison ;
- Synthèse de sondes marquées.

Sources scellées :

Radionucléide	Seuil d'exemption	Activité autorisée (MBq)	maximale (détention)	Activité maximale Autorisée (utilisation) (MBq)	Lieu d'utilisation et / ou de stockage
¹³³ Ba – Baryum	0,001	7.84		7.84	<u>Pièces</u> : 7210, 7712, 9BS21, 9B029, 9B057, 9B150, 9B260, 9BS21, 9P029
¹³⁷ Cs – Césium	0,01	3.3		3.3	<u>Pièces</u> : 7712, 9BS21
⁶³ Ni - Nickel	100	555		555	<u>Pièce</u> : 7675

Sources scellées de calibration

Radionucléide	N° visa IRSN	date du visa	Activité (KBq)	Nombre de sources	Activité totale (KBq)	Date de la source
H3	134288	13/05/2010	1,7	1	1,7	05/01/1975
H3	134289	13/05/2010	8,7	2	17,4	09/01/1975
H3	139432	21/12/2010	50	1	50	2010
H3	122907	03/02/2009	5	1	5	2009
H3	129265	26/10/2009	5	1	5	2009
H3	134295	13/05/2010	4,2	10	42	01/01/2005
H3	134294	13/05/2010	8,5	7	59,5	01/09/1990
C14	134290	13/05/2010	3,3	6	19,8	11/01/1974
C14	134291	13/05/2010	3,4	2	6,8	01/06/1979
C14	134292	13/05/2010	3,4	4	13,6	01/01/1980
C14	134293	13/05/2010	2,5	10	25	30/01/1986
C14	122906	03/02/2009	2,5	1	2,5	01/07/1905
C14	128997	15/10/2009	2,5	1	2,5	01/07/1905
C14	134287	13/05/2010	10	1	10	25/07/2007
C14	134286	13/05/2010	10	1	10	19/05/2006
C14	134285	13/05/2010	10	1	10	03/10/2006
C14	134284	13/05/2010	10	1	10	10/11/2006
C14	134283	13/05/2010	10	1	10	30/08/2006
C14	134282	13/05/2010	10	1	10	14/11/2008
C14	134298	13/05/2010	10	1	10	01/04/1996
C14	134297	13/05/2010	10	1	10	01/10/2000
C14	134296	13/05/2010	2	10	20	01/01/2005

Les radionucléides détenues sous forme de source scellées ne peuvent être utilisées qu'aux fins suivantes :

- Etalonnage / calibration
- Chromatographie en phase gazeuse.

Les sources visées par le présent article sont réceptionnées, stockées et utilisées dans le ou les locaux décrits dans les tableaux précédents.

Les sources scellées de calibration sont réceptionnées, stockées et utilisées au niveau des compteurs (voire stockage et utilisation des sources scellées Ba, Cs, Ni)

Les mouvements des sources entre ces locaux font l'objet de consignes écrites ayant pour objet d'en limiter le nombre et de sécuriser les itinéraires retenus.

1.2 - Conditions générales de l'autorisation

1.2.1 - Réglementation générale

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations (code de la santé notamment les articles R 1333-1 à R1333-54, code du travail notamment les articles R 231-73 à R231-116) et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel,
- aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant,
- à l'analyse des postes de travail,
- au zonage radiologique de l'installation,
- aux mesures de surveillance des travailleurs exposés,
- au service compétent en radioprotection,

1.2.2 - Éventuelles autorisations complémentaires

Une autorisation spécifique délivrée par l'AFSSAPS ou l'Autorité de Sûreté Nucléaire (au nom du ministre chargé de la santé publique) en application des articles L.1333-4 et R. 1333-17 à 44 du code de la santé publique reste nécessaire en complément du présent arrêté pour l'exercice des activités suivantes :

- utilisation des générateurs électriques de rayonnements ionisants autres que ceux éventuellement couverts par le présent arrêté ;
- importation, exportation et distribution de radionucléides, de produits ou dispositifs en contenant ;
- utilisations hors établissement des sources radioactives ou appareils en contenant (appareils de gammagraphie ou appareils portatifs).

2 - Organisation

2.1 - Gestion des sources radioactives

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus, doit également permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, l'exploitant effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- les caractéristiques de la source,
- toutes les modifications apportées à l'appareillage émetteur ou aux dispositifs de protection, les résultats des contrôles prévus aux articles R231-84 et R231-86 du code du travail.

2.2 - Personne responsable

Conformément à l'article L 1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant définit une personne en charge directe de l'activité nucléaire autorisée appelée " personne responsable ".

Le changement de personne responsable devra être obligatoirement déclaré au préfet de l'Essonne, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

2.3 - Bilan périodique

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement ;
- les rapports de contrôle des sources radioactives et des appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du code du travail ;
- un réexamen de la justification du recours à une activité nucléaire ;
- les résultats des contrôles prévus au point 2.5 du présent chapitre.

2.4 - Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration et consignes en cas de perte, de vol ou détérioration

Les sources radioactives seront conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles seront notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) devra être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

2.5 - Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

Un contrôle des débits d'équivalent de dose et de la contamination radioactive à l'extérieur des bâtiments B7, B8 et SV et dans les lieux accessibles au public, est effectué au moins deux fois par an. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de ces contrôles.

Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.6 - Signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces dispositions doivent éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

En cas d'existence d'une zone réglementée délimitée en vertu de l'article R 231.81 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

2.7 - Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil.

La gestion des sources, conformément au paragraphe 2.1 du présent chapitre, doit permettre de retrouver la source contenue dans chaque appareil.

L'exploitant met en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Ces appareils sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la (des) source(s) radioactive(s) doit être tel que son (leur) étanchéité soit parfaite et sa (leur) détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné ;
- la date de découverte de la défectuosité ;
- une description de la défectuosité ;
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les a accomplies ;
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

3 - Conditions particulières d'emploi de sources scellées

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources scellées périmées ou en fin d'utilisation, conformément aux dispositions prévues à l'article R 1333-52 du code de la santé publique.

En application de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique, une source scellée est considérée périmée au plus tard dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation obtenue auprès de la préfecture de l'Essonne.

Lors de l'acquisition de sources scellées chez un fournisseur autorisé, l'exploitant veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il conserve un exemplaire.

3.1 - Dispositions particulières concernant les installations à poste fixe et les lieux de stockage des sources :

Les parois des pièces à accès réglementé : mur, sol, plafond, portes, sont construites en matériaux facilement décontaminables résistants au feu.

Les installations ne doivent pas être situées à proximité d'un stockage de produit combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

Les portes du local doivent s'ouvrir vers l'extérieur et devront fermer à clef. Une clef sera détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).

4 - Conditions particulières d'emploi de sources non-scellées

Les manipulations mettant en œuvre des substances radioactives sont effectuées dans des locaux spécifiquement réservés à cet effet.

Les locaux où sont manipulées et stockées des substances doivent ne commander ni escalier ni dégagement quelconque. Ils ne sont pas situés à proximité d'un stockage de produits combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Les parois mur, sol, plafond, portes, sont construites en matériaux facilement décontaminables résistants au feu.

Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et doivent fermer à clef. Une clef sera détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).

Les sols sont recouverts d'un revêtement imperméable et lisse. Toute surface de travail doit être réalisée en matériaux aisément décontaminables. Le revêtement constitue une rétention étanche afin qu'en aucun cas les liquides radioactifs ne puissent s'écouler ailleurs que dans les canalisations prévues à cet effet. Des dispositifs physiques interdisent dans les locaux l'usage d'évier ou équipement raccordé aux réseaux d'effluents EU ou Einr.

Les parois ne doivent présenter aucune aspérité ni recoin, les arêtes et angles de raccordement doivent être arrondis et les murs revêtus de peinture lisse et lavable.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours - (Article R.514-3-1 du code de l'Environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :


« - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture,
Le Maire de CHILLY-MAZARIN,
La société SANOFI AVENTIS,
Les Inspecteurs des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Pascal SANJUAN

